



Communiqué de presse
Vendredi 19 décembre 2025

Budget 2026 : une occasion manquée — un compromis encore possible

Ce matin, la **commission mixte paritaire (CMP)** sur le **projet de loi de finances pour 2026** s'est soldée par un **échec regrettable**. Faute d'une volonté suffisante d'aboutir de la part de certains, la CMP n'a même pas permis d'entamer sérieusement les discussions, ni d'éprouver, de bonne foi, l'existence d'un chemin de compromis. À l'évidence, **des calculs d'agenda politique personnels ont pris le pas sur la responsabilité budgétaire**.

Pourtant, ces derniers jours, plusieurs échanges entre différents groupes de l'Assemblée nationale, auxquels le groupe Les Démocrates a activement participé, avaient permis d'identifier **ce qui aurait pu constituer un point d'équilibre acceptable pour le pays, dans la foulée de l'adoption définitive du projet de loi de financement de la sécurité sociale**.

Pour le groupe Les Démocrates, ce chemin est encore à portée de main, avec comme objectif de **ramener le déficit public sous la barre des 5 % du PIB**, alors que la version issue du Sénat a dégradé la trajectoire au-delà de ce seuil.

Cela nécessite un **effort de réduction du déficit de l'ordre de 9 milliards d'euros, réparti de manière équilibrée** : pour moitié, par une mise à contribution exceptionnelle de celles et ceux qui ont davantage les moyens de participer à la solidarité budgétaire, conformément à l'esprit de la copie initiale du Gouvernement ; pour moitié, grâce à une baisse de dépenses précisément identifiées, ciblées et soutenables.

Désormais, c'est au Gouvernement de décider, au-delà de la loi spéciale annoncée dans les prochaines heures, de la méthode qu'il souhaite retenir à la rentrée pour qu'un budget pour 2026 puisse être voté. Qu'il s'agisse de représenter une nouvelle copie ou de poursuivre la navette parlementaire, le groupe Les Démocrates considère qu'**un accord est possible en laissant à l'Assemblée nationale le dernier mot et en s'appuyant sur le travail mené ces derniers jours** et sur des propositions que nous aurions voulu porter ou soutenir dans le cadre de la CMP.